

TRIBUNE. Les Insoumis demandent la "nationalisation de Luxfer", le fabricant de bouteilles à oxygène médical

Les parlementaires insoumis et plusieurs de ses élus à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) réclament la nationalisation de l'usine de Luxfer, fermée depuis novembre 2018, pour fournir les hôpitaux en matériel d'oxygénothérapie portatif.



Les Insoumis appellent le gouvernement à nationaliser l'usine de Luxfer, située dans la métropole clermontoise. (AFP)

["La crise sanitaire liée au Covid-19"](#) doit nous obliger à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence, assurer la continuité des soins et la solidarité internationale. Pourtant, les salarié-es du seul producteur de bouteilles d'oxygène aluminium d'Europe se battent depuis 16 mois contre la fermeture injustifiable de leur usine, mise en oeuvre par la direction de Luxfer, quitte à organiser une pénurie mondiale. Aux côtés des salarié-es en lutte, nous demandons aujourd'hui la nationalisation de l'usine pour fournir les hôpitaux en matériel d'oxygénothérapie portatif.

[Abonnez-vous gratuitement à notre newsletter quotidienne spéciale coronavirus](#)

Comme beaucoup, nous avons découvert à l'occasion de l'annonce de sa fermeture le 26 novembre 2018 que cette entreprise discrète de la métropole clermontoise est l'un

des leader mondiaux en son domaine. Elle n'a cessé d'être rentable, grâce à un savoir-faire unique au monde fort de 80 ans d'expérience.

”

Aux arguments sociaux, industriels et écologiques s'ajoute une nouvelle urgence, vitale

”

Pendant des mois, les salarié-es n'ont cessé de prospecter, de chercher des repreneurs, de négocier, de défendre et de promouvoir leur savoir-faire. Mais à chaque étape, c'est l'État français, la préfecture et le ministère qui ont fait primer le droit de propriété de l'actionnaire sur toute autre considération : sur la pérennisation de ce savoir-faire unique issu d'un fleuron industriel français ; sur l'avenir des familles des 136 salarié-es ; sur les considérations écologiques enfin : laisser à l'abandon un tel site industriel, c'est risquer à brève échéance une catastrophe écologique. Sans l'esprit de responsabilité et la détermination des salarié-es, ce sont des centaines de litres d'huiles industrielles et d'acides que l'État aurait laissé s'écouler dans la nature.

Mais aujourd'hui, aux arguments sociaux, industriels et écologiques s'ajoute une nouvelle urgence, vitale. L'assistance respiratoire et l'oxygénothérapie vont être déterminants dans le maintien en vie de milliers de personnes. Car le Covid-19 tue d'autant plus que nous sommes d'ores et déjà confrontés à un manque de moyens matériels pour permettre aux malades de respirer durant la phase la plus critique de la maladie, celle qui les place dans un état de détresse respiratoire gravissime, souvent cause de décès.

”

Nationalisons Luxfer, relançons la production en laissant les ouvriers s'organiser sur le site pour se protéger

"

À Gerzat, sur le site de Luxfer, la technologie existe, les machines sont prêtes à fonctionner. Les salarié-es sont là, n'attendant qu'un geste de l'État pour reprendre la production. Pour eux neuf semaines seraient nécessaires pour sortir les premières bouteilles d'oxygène.

À l'heure où on nous annonce au moins 4 semaines de confinement, sauvons une filière, sauvons notre industrie. Mais surtout, aujourd'hui, donnons-nous tous les moyens de venir à bout de cette effroyable épidémie. Nous devons tout mettre en œuvre pour que nos soignant-es aient les moyens de travailler, et sauver des milliers de vies. Nationalisons Luxfer, relançons la production en laissant les ouvriers s'organiser sur le site pour se protéger. Jusqu'ici, le silence du gouvernement français a été coupable. Dans le contexte sanitaire que nous connaissons, son inaction serait criminelle."

Liste des signataires :

- Marianne Maximi, conseillère municipale - Clermont-Ferrand
- Alparslan Coskun, conseiller municipal - Clermont-Ferrand
- Laurence Schlienger, conseillère municipale - Clermont-Ferrand
- Florent Naranjo, conseiller communautaire - Clermont Auvergne Métropole
- Emilie Marche, conseillère régionale - Auvergne Rhône-Alpes
- Le groupe parlementaire de La France insoumise à l'Assemblée nationale
- La délégation de La France insoumise au Parlement européen